

23/09/2025

Hier, le Président de la République Emmanuel Macron a reconnu l'existence d'un Etat palestinien, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU. Nous saluons cette première étape, mais elle reste bien insuffisante à nos yeux.

Palestine, je dis ton nom... mais pas trop fort

Il est difficile de reconnaitre une parole politique forte quand celle-ci se veut la plus discrète possible. En France, la répression des mouvements de solidarité pour les Palestinien nes se poursuit, et l'interdiction faite aux mairies par le ministre de l'Intérieur de hisser le drapeau palestinien sur les hôtels de ville est l'exemple de cette contradiction.

Sur la scène internationale, ce manque de courage politique est plus criant encore. Depuis 1947, la communauté internationale a fait la promesse d'une solution à Deux Etats qu'elle ne cesse de trahir. La reconnaissance de l'Etat Palestinien ne vient pas réparer cette promesse brisée si elle ne s'accompagne pas de sanctions contre Israël, telles que celles déployées par notre voisin espagnol. La suspension de l'accord d'association UE / Israël serait une mesure véritablement contraignante. Elle est demandée depuis plus d'un an par des centaines d'ONG européennes dont notre partenaire du CCFD Terre Solidaire.

Palestine, je dis ton nom... pendant ta mort

« Sans sanctions immédiates, vous finirez par reconnaître un cimetière » répètent en boucle depuis des mois les associations et porte-paroles de la cause palestinienne.

Au-delà des sanctions, il y a la question de la complicité de notre pays envers le génocide en cours : quelle exécution des mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale ? quelle interruption de la coopération militaire avec l'Etat d'Israël ? quelle coercition pour imposer la fin du blocus humanitaire ? quelle réaction ferme face à la volonté assumée du gouvernement israélien d'annexer la Cisjordanie ?

Nous craignons fortement que la reconnaissance de la Palestine comme Etat finisse par avoir la même désincarnation politique que l'appel persistent à la « paix » sans jamais nommer les enjeux de colonisation, de liberté et de justice.

Le Bureau National du MRJC